



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

sécurité des biens et des personnes

Question au Gouvernement n° 209

Texte de la question

VIOLENCES URBAINES

M. le président. La parole est à M. François Scellier, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.

M. François Scellier. Monsieur le Premier ministre, le Val-d'Oise est depuis dimanche témoin de violences dont le prétexte ...

M. Roland Muzeau. Le prétexte !

Un député du groupe de la Gauche démocrate et républicaine. Joli nom pour des cadavres !

M. François Scellier. ...a été fourni par la mort tragique de deux adolescents, dont la mini-moto a percuté une voiture de police à Villiers-le-Bel. Lors des exactions qui ont suivi ce drame, quarante policiers, ainsi que des pompiers, ont été blessés, dont certains très gravement, comme le commissaire de police de Sarcelles, auquel le Président de la République a rendu visite ce matin.

Dans la nuit de lundi à mardi, 64 policiers ont été également blessés lors d'affrontements qui ont eu lieu dans plusieurs villes du Val-d'Oise. De nombreux véhicules et des bâtiments publics ont été incendiés dans ces villes : une bibliothèque, deux écoles, la trésorerie ainsi qu'une concession automobile à Villiers-le-Bel. Plusieurs interpellations ont été effectuées à la suite de ces événements.

Depuis plus de dix ans, les communes touchées par ces troubles bénéficient de l'aide des collectivités territoriales, en particulier du conseil général du Val-d'Oise, ainsi que de l'État, à travers la politique de la Ville, et pour certains quartiers d'actions de rénovation urbaine importantes menées par l'ANRU.

M. Roland Muzeau. C'est faux ! Il n'y a rien dans le Val-d'Oise !

M. François Scellier. Par ailleurs, les maires de ces communes se sont fortement impliqués dans ces politiques pour leurs villes et leurs habitants.

L'État a montré par ailleurs, et encore cette nuit, qu'il y exerçait avec détermination ses fonctions régaliennes.

Monsieur le Premier ministre, à tous les habitants de Villiers-le-Bel et des communes riveraines, à tous nos concitoyens qui habitent dans les quartiers dits difficiles, quel est aujourd'hui le message de la République ? *(Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire et sur quelques bancs du groupe Nouveau Centre.)*

M. le président. La parole est à M. le Premier ministre.

M. François Fillon, *Premier ministre*. Monsieur le député, la République, c'est d'abord la confiance dans la justice de son pays. *(" Très bien ! " sur les bancs du groupe Nouveau Centre.)* Notre premier devoir, dans cette crise, c'est de faire en sorte que les familles des deux victimes puissent connaître toute la vérité sur les conditions dans lesquelles ce drame s'est produit. *(" Eh oui ! " sur les bancs du groupe de la Gauche démocrate et républicaine.)* J'avais eu l'occasion dès lundi de leur promettre que toute la vérité serait faite. Les recevant ce matin, le Président de la République a réitéré cet engagement, et le procureur de la République du Val-d'Oise a décidé l'ouverture d'une instruction judiciaire. *(Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire et du groupe Nouveau Centre, ainsi que sur plusieurs bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.)*

C'est donc bien la justice indépendante de notre pays qui fera la lumière sur les circonstances de cet accident. Mais la justice, c'est aussi la sanction de toutes les exactions, contre les biens et contre les personnes. *(Vifs applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire et du groupe Nouveau*

Centre.) À cet égard, nous avons, avec le ministre de l'intérieur, donné des instructions extrêmement fermes aux forces de l'ordre pour que tous ceux qui ont été coupables d'atteintes physiques contre les forces de l'ordre soient recherchés, arrêtés et traduits devant la justice. *(Applaudissements sur les mêmes bancs.)* Tirer au fusil à quinze mètres sur les forces de l'ordre n'est pas un acte de casseur : c'est purement et simplement une tentative d'assassinat. *(Mêmes mouvements.)*

La République, c'est ensuite, monsieur le député, la sécurité. Il n'y a pas de liberté, il n'y a pas de fraternité sans sécurité. C'est la raison pour laquelle, avec le ministre de l'intérieur, nous avons veillé à mettre en place dans le Val-d'Oise les moyens nécessaires pour rétablir le plus vite possible la sécurité. Il y avait hier soir mille fonctionnaires de police et représentants des forces de l'ordre sur le territoire, et on a vu le résultat : une baisse très sensible des violences dans le département du Val-d'Oise.

Eh bien ! nous allons poursuivre cet effort pour assurer la sécurité des habitants de ce département, et en particulier de ceux de Villiers-le-Bel.

M. Jean-Paul Lecoq. Et pour la fraternité, vous faites quoi ?

M. le Premier ministre. Je voudrais profiter de cette occasion pour renouveler l'hommage que j'ai adressé cette nuit de vive voix, accompagnant Michèle Alliot-Marie, aux forces de l'ordre, à la police de notre pays.

(Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire et du groupe Nouveau Centre, ainsi que sur plusieurs bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.) La police de notre pays, c'est le rempart de la République. Peu d'hommes et de femmes accepteraient que leur travail quotidien soit d'aller courir des risques parfois mortels pour faire régner la sécurité dans les rues de nos villes. Voilà pourquoi les policiers ont droit au respect de la nation et au soutien de la République. *(Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire et du groupe Nouveau Centre.)*

M. Pascal Terrasse. Et à des moyens supplémentaires !

M. le Premier ministre. Enfin, monsieur le député, la République, c'est la solidarité. *(" Ah ! " sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche et du groupe de la Gauche démocrate et républicaine.)* C'est la raison pour laquelle nous mettons en oeuvre depuis plusieurs années, à l'initiative en particulier de Jean-Louis Borloo, un plan extrêmement ambitieux de rénovation urbaine, qui représente pour les cinq prochaines années un investissement de l'État de 12 milliards d'euros, dont près de 140 millions pour la commune de Villiers-le-Bel.

M. Henri Emmanuelli. Où sont-ils ?

M. le Premier ministre. Nous allons poursuivre cet effort.

Enfin, parce que la rénovation urbaine ne suffit pas à régler les problèmes de nos quartiers, nous avons, avec le Président de la République, demandé à Fadela Amara, de préparer un plan " Respect et égalité des chances ". *(Exclamations sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche et du groupe de la Gauche démocrate et républicaine.)*

M. Roland Muzeau. Encore un plan !

M. Jean-Paul Lecoq. Mettez plutôt fin à la chasse aux immigrés et aux contrôles incessants au faciès !

M. le Premier ministre. Nous mobilisons en faveur de ce plan toutes les bonnes volontés qui ont accepté de s'associer à l'effort de réflexion engagée par Fadela Amara. Il sera présenté, comme prévu, à la fin du mois de janvier.

En effet, mesdames et messieurs les députés, ce ne sont pas les délinquants qui tirent sur la police qui feront l'agenda de la République. *(Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire et du groupe Nouveau Centre.)*

Données clés

Auteur : [M. François Scellier](#)

Circonscription : Val-d'Oise (6^e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 209

Rubrique : Sécurité publique

Ministère interrogé : Premier ministre

Ministère attributaire : Premier ministre

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 29 novembre 2007

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 29 novembre 2007